Le Président colombien doit reconnaître les crimes d'État

Bogota, 26 février (RHC) Le sénateur colombien Iván Cepeda a exigé du président Iván Duque qu'il admette les crimes d'Etat que son gouvernement ne reconnaît pas et qui ont endeuillé des milliers de familles du pays sud-américain.

Cepeda rappelle dans une lettre ouverte adressée au président la responsabilité directe de plusieurs gouvernements pour la mort de milliers de citoyens, mais souligne le fameux génocide de l'Union patriotique (UP) et les prétendus faux positifs, dont le nombre a été porté à plus de 6000 à la suite d'enquêtes récentes de la Juridiction spéciale pour la paix (JEP).

Le génocide de l'UP fait référence à l'assassinat, au cours des années 1980 et 1990, de plus de 3000 démobilisés des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) qui, dans la vie civile, se sont regroupés au sein de ce parti. Par ailleurs, le terme faux positif désigne les civils tués par des militaires et signalés comme combattants ennemis pour justifier leur mort dans le contexte du conflit interne opposant l'État à des organisations de guérilla, paramilitaires et criminels.

'Le moment est venu pour vous de reconnaître les victimes de crimes d'État', dit Cepeda à Duque dans la lettre, et ensuite vous devez demander pardon aux victimes et à leurs familles, même si cela compromet votre mentor politique, l'ancien président Alvaro Uribe.

Uribe a dirigé le gouvernement colombien de 2002 à 2010, période au cours de laquelle, selon l'enquête de la JEP, les 6.402 faux positifs ont été enregistrés, au lieu de cela, il a salué l'efficacité des militaires dans la lutte contre l'insurrection dans le cadre de leur politique connue sous le nom de sécurité démocratique et a minimisé l'impact de ces morts.

Le chiffre, indique le législateur, signifie que pendant six ans des gouvernements d'Alvaro Uribe Vélez 'tous les deux jours un jeune a été enlevé de sa maison pour être manipulé, déguisé et vilement assassiné dans le cadre de cette stratégie'.

Cepeda, législateur du parti Polo Democrático, rappelle dans son texte qu'Uribe ignorait les crimes qui compromettaient le gouvernement et la relation de celui-ci avec les bandes paramilitaires.

Duque est considéré par le sénateur comme un continuateur des politiques d'Uribe pour avoir refusé de reconnaître les crimes d'État en question et donc de les condamner.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/248998-le-president-colombien-doit-reconnaitre-les-crimes-detat

Radio Habana Cuba